

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 505 - 2 novembre 1989 - Prix 2.50 F

SPÉCIAL NANTES

18 et 19 novembre

1989

FÊTE DE NANTES

PARC DE LA BEAUJOIRE

POLITIQUE
avec

Jean-Claude GAYSSOT

ARTISTIQUE
avec

Rachid BAHRI

Page 5

JUSTICE LIBERTÉ PAIX 18-19 NOVEMBRE FÊTE DE NANTES

Peut-être étiez-vous, comme nous, parmi les milliers de manifestants, le 19 octobre à Nantes, pour faire entendre et exiger la satisfaction de vos revendications ? Aujourd'hui tout le monde confirme que les profits n'ont jamais été aussi importants. « Record historique » disent-ils. En réalité, depuis 1981, les profits ont triplé, les valeurs en bourse ont quintuplé.

Il est donc possible de répondre aux grandes revendications, en particulier sur la question des salaires.

Porter le SMIC à 6 500 F : c'est possible. 25 % des profits suffiraient pour cela !

Une majorité de gauche existe à l'Assemblée Nationale pour voter immédiatement le SMIC à 6 500 F comme le proposent les députés communistes. Le gouvernement, les députés socialistes s'y refusent.

Les communistes ne se résignent pas à une telle situation, ils vous appellent à exiger la mise à l'ordre du jour de ce projet de loi à la présente session de l'Assemblée Nationale et à exiger des députés socialistes le vote de ce projet. C'est tout le sens de la pétition du PCF pour le SMIC à 6 500 F.

De la Navale aux PTT, des cheminots aux infirmières, d'EDF aux Traminots, les milliers de salariés qui luttent aujourd'hui ont raison. A Nantes, les employés du Ministère des Finances savent depuis le début du conflit qu'ils peuvent compter sur le Parti Communiste Français, avec eux dans l'action comme à l'Assemblée Nationale.

La volonté des communistes est d'agir avec vous, quelles que soient votre opinion, pour vous défendre, pour qu'ensemble nous recherchions des solutions aux problèmes rencontrés.

Parlons franchement : est-ce une réussite économique de voir 8 millions de gens survivre avec 50 F par jour ?

Est-il normal de se retrouver chômeur, TUC ou intérimaire en sortant du lycée ou de l'Université ?

Est-il normal, à l'aube de l'an 2000, de dire, comme le fait le ministre de la Santé, Claude Evin, que les Français se soigneraient trop ?

Bien sûr, à tout cela, nous disons NON !

Nous sommes des millions à souhaiter plus de JUSTICE, d'ÉGALITÉ, à vouloir la PAIX et le DÉSARMEMENT : une société plus humaine.

C'est tout le sens de l'action des communistes, de leur appel au rassemblement le plus large pour se défendre et pour que ça change, c'est tout le sens du grand rassemblement culturel et politique que sera la FÊTE DE NANTES les 18 et 19 novembre à la Beaujoire dont le meeting avec Jean-Claude Gayssot sera un moment fort.

Alors, pour le SMIC à 6 500 F, pour les salaires, les libertés, le logement, la santé, l'école, pour une autre politique,

Venez avec votre famille, vos amis, vos voisins, vos camarades de travail, retrouvons-nous à la FÊTE DE NANTES !

Michel RICA,
Secrétaire de la Section de Nantes
du P.C.F.

CHATEAUBRIANT DANS LES MÉMOIRES

UN EXEMPLE POUR LES LUTTES D'AUJOURD'HUI

Devant une assistance toujours aussi nombreuse, attentive et émue, Maxime Gremetz, secrétaire du Comité Central du P.C.F., devait déclarer notamment à la cérémonie du 22 octobre :

« ... 1989 c'est l'année du Bicentenaire de la Révolution Française, de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

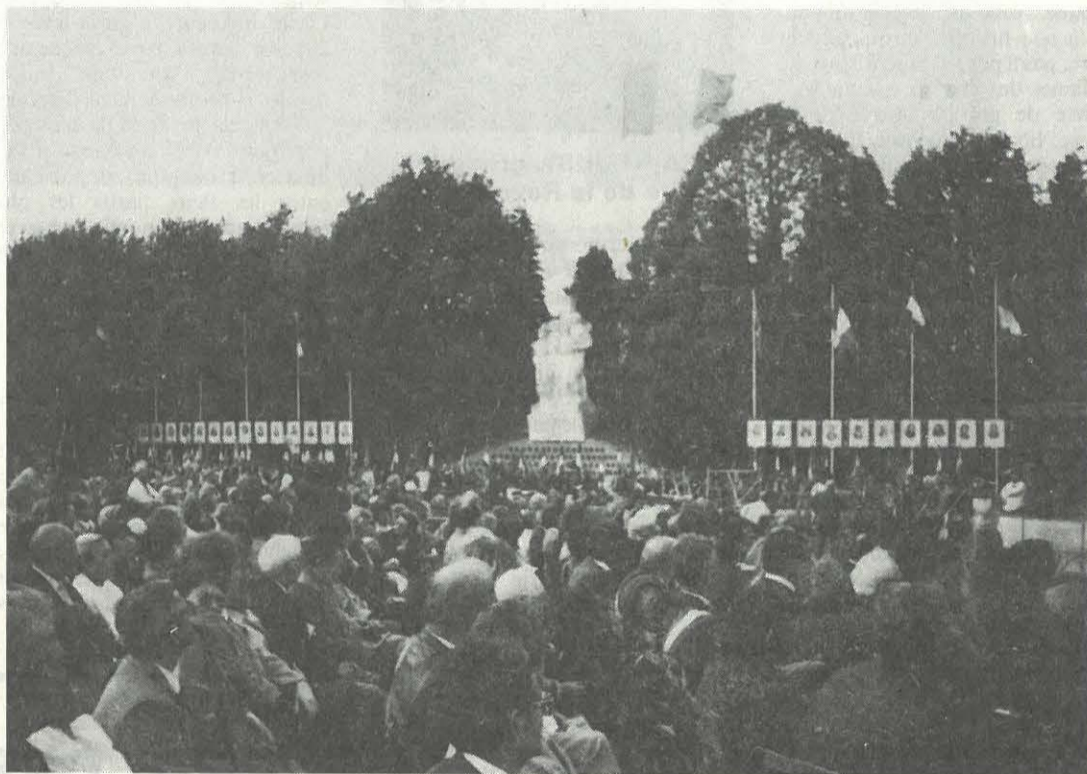
Les 27 martyrs qui tombèrent sous les balles de l'occupant étaient des militants de la liberté,

s'honore d'avoir pris, du début à la fin, toute sa place dans le combat pour la liberté, l'indépendance et la paix, ce qui lui valut une dure répression marquée par l'interdiction du Parti lui-même dès le 26 septembre 1939.

forces de progrès, de liberté, de paix.

Les 27 de Châteaubriant, ceux de Nantes et d'ailleurs ne sont pas morts pour rien.

Ils sont l'honneur de notre pays !



comme ceux qui, il y a deux siècles, abolirent les privilèges et affirmèrent que « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit... ».

C'est donc tout naturellement que nous associons cette année dans un même hommage leur souvenir...

Ceux de Châteaubriant voulaient passionnément la paix.

Comme Jaurès en son temps, ils ont payé de leur vie cet engagement...

Au lendemain de la victoire de l'agresseur nazi il fallait une grande lucidité et beaucoup de courage pour ne pas baisser les bras.

Le Parti communiste français

Sa participation à la Résistance illustre son rôle irremplaçable au service de la France et de l'humanité.

Mais nous ne revendiquons aucun monopole en la matière : c'est parce que des hommes et des femmes d'opinions très diverses ont eu le courage de s'unir et de résister que l'indépendance de notre pays a finalement triomphé.

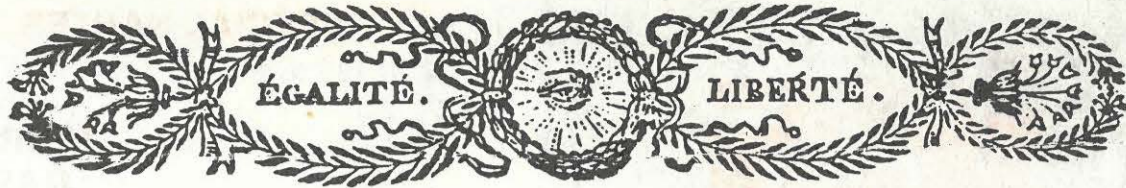
Le courage de ces patriotes chantant la Marseillaise sous les balles qui les arrachent à la vie aura l'effet contraire à celui que recherchait l'occupant...

L'écho des fusillades soulève dans le cœur des Français une juste colère qui va grandir au point que la victoire reviendra aux

Leur sacrifice nous apprend que si dures que soient les circonstances, on a toujours raison quand on défend les idéaux humanistes qui les inspiraient : la cause des libertés et des droits de l'homme, de l'indépendance et de la souveraineté des peuples finit toujours par s'imposer quand on agit pour la faire s'épanouir.

Pour avancer dans ce sens l'union et le rassemblement sont plus que jamais nécessaires.

Là encore, l'exemple de nos martyrs nous guide : c'est en travaillant patiemment à élargir sans cesse le nombre de celles et de ceux qui refusent de vivre à genoux que s'est forgé un mouvement qui devait finalement triompher... ».



A PROPOS DE LA TERREUR A NANTES

par Emilienne LEROUX

Les réfractaires à la célébration du bicentenaire de la Révolution française existent, nous le savons. Ils proclament suffisamment haut et fort leur haine d'un moment de notre histoire qu'ils rétrécissent à la période de la Terreur, et dont seraient issus, d'après eux, un grand nombre de nos maux actuels, des excès d'un centralisme (décreté jacobin), à ceux de la violence et du fascisme...

Il est vrai que la Terreur a été un épisode important et dramatique de la Révolution. On en a même fait un instrument de gouvernement à partir de l'été 93, quand le pouvoir se concentre entre les mains du gouvernement révolutionnaire, qui, déclare alors Robespierre, « doit aux bons citoyens toute la protection nationale », mais « ne doit aux ennemis du peuple que la mort ».

Mais la question qu'on élude la plupart du temps est une question toute simple : pourquoi en est-on arrivé là ? La Terreur était-elle inéluctablement inscrite dans la grande aventure qui transforme la France de 1789 à 1799 ? Il semble bien que non. Pendant quatre ans, les Français ont pu faire, non sans difficulté, mais sans drames majeurs, une expérience unique dans l'histoire du monde à cette époque : celle qui associe un peuple à son histoire, et qui lui fait vivre, pas à pas, l'apprentissage de certaines des libertés essentielles : liberté de parole, liberté de la presse, liberté de pensée, qui font bouillonner tous les esprits.

Cependant une contradiction fondamentale a miné très vite cette expérience : le roi ne s'est pas résigné à jouer le jeu de la monarchie constitutionnelle, malgré les apparences, malgré ses serments réitérés à la Constitution de 1791. Après son départ manqué vers Varennes, sa mauvaise volonté, ses ruses maladroites ont poussé l'Assemblée Législative, dominée par les brissotins, à déclarer la guerre à l'empereur d'Autriche qui protège les nobles émigrés dans les Etats allemands. Elle espère que le roi achèvera du même coup de se démasquer, ses

liens avec la cour d'Autriche étant évidents. Elle espère aussi, de façon totalement irréaliste, que cette guerre deviendra le signal d'une grande Révolution Européenne, tous les peuples étant conviés à se soulever contre leurs monarques, dès l'apparition des soldats français sur leur sol.



SAINT-JUST, grande figure de la Révolution.

Robespierre aura vainement lutté pied à pied contre cette vue utopique des choses, de la tribune du club des Jacobins. Vainement, il aura tenté de démontrer qu'on n'apporte pas la liberté aux peuples « à la pointe des baïonnettes », et que nulle part on apprécie les « missionnaires armés ». Il n'a pas été entendu. La guerre, déclarée le 20 avril 92 va se développer de façon irrémédiable, et changer les choses du tout au tout.

Elle entraîne la fin de l'expérience de monarchie constitution-

nelle (la collusion de Louis XVI et des troupes ennemies ayant éclaté au grand jour), le procès et la mort du roi, mais aussi la généralisation des combats, la levée d'une coalition de toutes les puissances européennes, attaquant sur toutes les frontières une France qu'elles rêvent de dépecer, comme elles l'ont fait de la Pologne, de « réduire à un néant politique » comme le dit alors un Anglais. L'existence nationale du pays est en jeu.

Par ailleurs la guerre, ce sont aussi de lourdes séquelles à l'intérieur du pays : la hausse des prix, les réquisitions, des impôts plus lourds frappant des campagnes qui n'ont guère ressenti un véritable allègement de leur condition, et qui sont profondément marquées, dans l'Ouest, par le schisme né de la Constitution Civile du Clergé, c'est la levée de 300 000 jeunes gens, qui semble ressusciter l'ancienne milice royale, si profondément détestée.

Tout cela sur fond de crise économique et financière, et de désaccord de plus en plus aigu entre les deux partis les plus importants de la nouvelle Assemblée Constitutionnelle (la Convention), qui ne sont pas d'accord sur les moyens à mettre en œuvre pour surmonter les périls de l'heure.

Et voilà que surgissent, en de nombreux points du territoire, de véritables émeutes populaires. Si la plupart d'entre elles sont assez aisément circonscrites et enrayées, il n'en est pas de même pour les régions du sud de la Loire, où, à partir du 13 mars 93, les campagnes s'embrasent sans qu'aucune

action vraiment efficace ne puisse être entreprise par les gardes nationales urbaines épaulées par des troupes insuffisantes que mènent, au début des opérations, des officiers médiocres.

Nés simultanément et spontanément dans un grand nombre de villages qui refusent de fournir des recrues aux armées d'un régime qui les a déçus, les soulèvements s'étoffent et se rejoignent. Dès la fin de mars 1793, 30 000 à 40 000 hommes en armes maîtrisent de larges territoires dans ce qu'on appellera la Vendée. Et voilà qu'au bout de peu de temps cette insurrection paysanne est prise en charge par le soulèvement contre-révolutionnaire qui va en faire un instrument de premier choix pour tenter de déstabiliser la République.

Ainsi, le gouvernement de la Convention, en guerre contre toute l'Europe, doit mener la lutte à l'intérieur même du pays, y compris sur les fronts ouverts dans plusieurs grandes villes par les Girondins après l'arrestation de leurs chefs (Lyon, Marseille, Toulon), et dans lesquels les royalistes se sont au plus vite engouffrés.

Il y va de la vie ou de la mort de la République, de la vie ou de la mort de la France.

C'est alors que la Convention se donne des moyens draconiens de gouvernement, et organise la guerre à outrance contre ses adversaires du dehors et du dedans. « Entre le peuple et ses ennemis, il n'y a plus rien de commun que le glaive », dira alors Saint-Just.

(à suivre)

DU NEUF AU CENTRE...

Plutôt jazzie le Centre culturel de Saint-Nazaire ! Jazz et rejazz... à tous les étages... Qui s'en plaindra ? Pas moi, j'adore ça... Et les autres ? Tant pis pour eux... En plus, on a la qualité... Rien que des bons ! Oui, mais... et le pluralisme en musique ? Bof, c'est comme ailleurs ! On n'peut pas tout faire !... On a des axes... des objectifs... Oui mais... si on n'aime vraiment pas le jazz, y a de quoi allumer la télé !!!

Côté théâtre et danse, c'est franchement la découverte. A part Marivaux, et au risque de passer pour complètement inculte, j'avoue de pas connaître ce qui est proposé... A voir... Faut être curieux... On verra bien ce qu'il y a dans l'aquarium, je suis porté à faire confiance !

Beaucoup moins d'hésitations en ce qui concerne poésie et humour. Bernard Haller, Alex Métayer, Gérard Pierron, Romain Bouteille, c'est du bon, du vrai, du lèché ! A ne pas rater : Pierron, c'est un grand !

De bien belles expos en perspectives. Site et sable, c'est dépayant !!!



Alain SOUCHON

Au total, ça fait un bon programme, riche, varié, engageant.

Ah ! les tarifs... C'est cher la culture ! Pas toujours plus que l'foot, ou l'tiercé... Et puis, y a les abonnements... Faut beaucoup pour abonner toute la famille ! P'tête que dans l'fond, les abonnements c'est pour ceux qu'ont déjà les moyens ! Va savoir... C'est vrai qu'on voit pas beaucoup d'jeunes non plus... sauf pour les "Cabaret Jazz" : l'entrée est libre... la consommation chère... et la musique extra. Tiens, l'autre samedi, c'était plein pour le "Gaby Blues Band", bien, mais bonjour la sono... A croire qu'ils sont tous sourds.

En fait, plutôt classe moyenne le public... Classe moyenne, mais sympa !

A oui, j'disais les tarifs... mais y a pas qu'ça... Question de choix... de pratique culturelle comme on dit, moi j'crois qu'y a quand même d'abord les tarifs ! En tous cas, j'vais mettre des sous d'côté pour aller voir Souchon.

Tchao.

Isodore.

PLUS DÉMAGO... TU MEURS !

Au dernier Conseil municipal de Saint-Nazaire, le conseiller général RPR, Etienne Garnier, s'est livré avec brio à un numéro de démagogie dont il détient le secret.

Il n'a pas craint de critiquer la direction des Chantiers de l'Atlantique, allant jusqu'à conseiller Jean-Noël d'Acremont d'ouvrir le

dialogue avec les syndicats.

Maurice Rocher ne manqua pas de remettre l'homme de droite à sa place, réaffirmant avec force que les élus communistes soutiennent sans réserve la lutte des salariés des Chantiers et leurs revendications salariales : les 1 500 F, un meilleur statut, l'embauche des jeunes...

FÊTE DES LIBERTÉS

11 et 12 NOVEMBRE

Salle Jacques-Brel
Petit-Maroc

organisée par la Section
de SAINT-NAZAIRE du P.C.F.

SPECTACLE - EXPOSITIONS - JEUX
DÉGUSTATION - BAL SAMEDI SOIR

LA TAXE D'HABITATION

Un système de paiement mensuel de la taxe d'habitation sera mis en place à partir du 1^{er} janvier 1990 dans les départements de la Corrèze, de la Loire-Atlantique, de la Moselle, du Puy-de-Dôme et du Bas-Rhin.

A ce sujet, Marie-Madeleine Dieulangard, député socialiste de Loire-Atlantique, a exprimé sa satisfaction. Par contre, le Comité régional de la CGT a une opinion différente et il le fait savoir par une lettre de son secrétaire, Guy Texier, adressée au député, notant que les propos de Mme Dieulangard portent sur la forme et non sur le fond.

La donnée fondamentale pour la CGT est que « la pression fiscale sur les ménages devient de plus en plus lourde ».

« Pour mieux faire passer la pilule vous proposez la mensualisation, lui déclara Guy Texier, mais le montant annuel, lui, sera encore en augmentation ».

La CGT constate également que « depuis la loi de décentralisation, la pression fiscale sur les collectivités territoriales s'est considérablement accentuée du fait du transfert de compétences de l'Etat vers ces collectivités qui ne s'est pas accompagné de ressources correspondantes, en particulier concernant les infrastructures, les lycées, les personnes âgées ».

La CGT rappelle aussi au député que « la pression régionale, impôts directs, était de 54 F par habitant en 1984, elle atteint plus de 300 F pour le budget 90, soit une progression de 500 % en cinq ans ». Cette pression fiscale est d'autant plus insupportable avec la perte importante du pouvoir d'achat des salariés, des retraités, des chômeurs...

La question de fond n'est donc pas le mode de prélèvements, même si elle est discutable, mais bien l'aggravation de l'injustice fiscale qui frappe les salariés alors que les bénéfices des entreprises sont en constante progression.

HOFFMAN-PINTO LIQUIDE

43 personnes sont touchées par la fermeture de l'entreprise de peinture de Saint-Nazaire, Hoffman-Pinto.

« La situation de l'entreprise est irrémédiablement compromise », a conclu brutalement l'administrateur judiciaire. Le tribunal de commerce a donc prononcé la liquidation judiciaire.

Pourtant les chantiers de peinture en commande chez Hoffman-Pinto ne font pas défaut. C'est ce que fait remarquer la CGT. Plutôt que faire « la chasse aux sorcières »

contre les délégués CGT, le gérant, Jean Pinto, aurait été mieux inspiré de soigner sa propre gestion.

Quoi qu'il en soit, la CGT ne baisse pas les bras.

« Il y a du travail, l'entreprise peut repartir », affirme avec force la CGT. Avec ou sans Jean Pinto.

PAULET SE PORTE BIEN

La société Paulet qui détient la conserverie de Pornic se porte bien. En 1986, elle a versé 30 millions de francs actuels aux

actionnaires américains, propriétaires de la marque.

La CGT dénonce l'abandon du site de Pornic :

« Ce chiffre de 30 millions représente :

— le paiement de deux années et demi de salaire versé aux salariés de Pornic en restant chez eux ;

— il représente également le prix de deux usines modernes.

« Il y a donc de l'argent pour moderniser et développer cette entreprise à Pornic. Il est scandaleux que les pouvoirs publics laissent cette entreprise s'en aller au Portugal pour faire encore plus de

profit après avoir exploité les salariés de Pornic. L'Union locale CGT de Saint-Nazaire exige que cet argent serve à faire des investissements dans l'emploi à Pornic ».

PROGRÈS DE LA C.G.T. CHEZ LES COMMUNAUX

Chez les municipaux de Saint-Nazaire, aux élections de la caisse de retraite, la CGT gagne 3,52 %. Avec 38,92 % des suffrages, elle rejoint Force Ouvrière qui régresse de 2,52 %.



Avec le gaz naturel, voir autrement, voir plus loin.

Les hommes et les femmes de Gaz de France sont des spécialistes à l'écoute de vos besoins. Vous pouvez compter sur eux. Ils ont à cœur de développer avec vous un partenariat dynamique qui fera des Pays de la Loire une grande région européenne.

Gaz de France



LEPROUVEAU HAMEL R.C.B. 307 945 386

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ »

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.48.56.36
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE,
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS.
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

18 ET 19 NOVEMBRE 1989 - FÊTE DE NANTES

PARC DE LA BEAUJOIRE

Sur 2 jours - Films... Sport... Culture... Spectacle... Débats... Stands - Restaurants - Expositions
Cité du Livre et du Disque - Cité de la Solidarité Internationale - Espace Commercial

SAMEDI 18 NOVEMBRE

- 11 H 00 **OUVERTURE DE LA FÊTE.**
- 15 H 00 **SPORT : CROSS FAMILIAL ET POPULAIRE.**
- 18 H 00 **ANIMATION POÉTIQUE : SUR LES PAS DE Nazim HIKMET.**
- 19 H 30 **CABARET : avec Denis POILPONCE.**
- 21 H 00 **BAL POPULAIRE.**
- 21 H 00 **PROJECTION VIDÉO POUR LES ENFANTS.**

SOLS SPORTIFS :



TERRAINS
DE GRANDS JEUX
TENNIS
CLOTURES

ART DAN

Siège social
Ferme de Coluane - Les Touches
44390 Nort-sur-Erdre
Tél. 40.97.27.17
R.C. Nantes 75 A 504

DIMANCHE 19 NOVEMBRE

- 11 H 00 **SPECTACLE DE MARIONNETTES (1^{re} séance).**
- 11 H 00 **DÉBAT : LES LIBERTÉS A L'ENTREPRISE AVEC LA PARTICIPATION DE 2 DES 10 DE CHEZ RENAULT.**
- 14 H 00 **SPORT : DÉMONSTRATION DE GYMNASTIQUE FÉMININE.**
- 14 H 00 **SPECTACLE DE MARIONNETTES (2^e séance).**

15 H 30 : **MEETING**
avec
Jean-Claude GAYSSOT

Secrétaire du Comité Central
du Parti Communiste Français



17 H 00 **SPECTACLE**
avec
Rachid BAHRI
et ses musiciens



URBAINE DE PUBLICITE ET D'AFFICHAGE

DIRECTION RÉGIONALE DE NANTES
PAYS DE LOIRE

UPA

Mobilier Urbain

46, rue Noire
44000 NANTES
Tél. 40.37.02.09
Télex. 701145 F



RAPPORT QUILÈS-PRÉVOT

(Suite)

Il y a loin de la coupe aux lèvres, doit penser M. Quilès en ce moment. Après de longs mois de débats internes et externes à son administration, de multiples lettres, réunions dans les services pour tenter de convaincre, le personnel des PTT ne s'en laisse pas compter.

Même les cadres ne le suivent pas sur ce terrain, comme ils l'ont signifié dans un appel à l'initiative de l'UFC (Union fédérale des cadres CGT des PTT) paru dans « Le monde » du 29 septembre, signé par un grand nombre d'entre eux.

Personnel, cadre compris, savent que, quel que soit l'habillage, les précau-

tions de style, l'innocence des mots, c'est bien de privatisation dont il est question dans le rapport Prévot. D'ailleurs pour s'en convaincre, il n'est qu'à regarder l'attitude de M. Quilès en ce moment. Parcourant la France en tout sens, afin de chercher des "partenaires" privés bien entendu, étrangers au besoin, acceptant de signer avec lui ou avec ses filiales du "groupe" créées à cet effet, des accords de "partenariat" livrant ainsi des morceaux de savoir-faire de son administration. Pas un domaine et notamment dans les nouveaux services "à valeur ajoutée" n'échappe à ce bradage.

Et pour mieux confirmer

tout cela il annonce qu'un texte de loi est en préparation (devant être adopté avant le 31 mars 1990 — livre vert oblige — sur la (dé)régulation des Télécommunications qui ferait voler en éclats l'article L33 du code des PTT sur le monopole livrant ainsi tous les secteurs des Télécoms au privé, des réseaux aux terminaux en passant par les services "finals" au télématique.

Pour défendre le service public, pour sa rénovation, pas d'autre voie que la lutte unie, déterminée, du personnel avec les usagers.

Dans cette lutte, le Parti Communiste continuera à y prendre toute sa place.

PONT DE CHEVIRÉ : LES CYCLISTES OUBLIÉS

Le pont de Cheviré prend, au fil des jours, une forme de plus en plus imposante. Le passage sur la Loire va être enfin réalisé dans quelques mois. Mais voilà que le problème de l'absence de pistes cyclables sur cet ouvrage est aujourd'hui reposé.

Dès le départ du projet (pont ou tunnel) la majorité socialiste d'alors ne prenait pas en compte ce besoin.

A cette époque, la droite de l'agglomération nantaise avait fait preuve de beaucoup de combativité sous ce prétexte pour faire chuter le projet allant même jusqu'à organiser artificiellement une manifestation.

Quelques années plus tard, cette même droite reprenait le projet de traversée de Cheviré avec la réalisation d'un pont toujours sans piste.

Aujourd'hui, compte tenu de la largeur du pont, certains pensent qu'une voie de circulation pourrait être supprimée et aménagée en pistes cyclables. Mais, est-ce sérieux, alors que le projet est maintenant en cours de réalisation ?

L'expérience du Pont de Saint-Nazaire fournit des images difficiles pour les cyclistes mettant pied à terre dans la montée ; et à proximité des véhicules ou de deux-roues motorisés en forte vitesse. Où est la sécurité ?

Ne serait-il pas plus prudent de développer une liaison en transport urbain entre

les deux lignes de tramway (Bellevue-Rezé) ?

Economiquement modifié aujourd'hui, le projet dans son assiette actuelle ne risque-t-il pas de coûter fort aux col-

d'envisager d'autres solutions techniques que de diminuer les voies de circulation autoroutières sur ce pont ? Le développement des techniques nouvelles dans notre pays le permet sûrement. Ne



Le pont de Cheviré en construction.

lectivités locales, sachant que toute modification entraîne des plus-values mirobolantes pour les réalisateurs ? Il faut songer à l'avenir ! Et, il est certain qu'il serait grave d'amputer un projet qui s'inscrit dans le cadre d'évitement routier important d'une très grosse agglomération permettant une vraie liaison rapide entre régions et Nord de Nantes (Bretagne-Normandie) et le Sud (Charente-Bordelais).

Si l'on veut réaliser deux pistes cyclables sur ce pont, ne serait-il pas préférable

caricaturons pas un projet qui nous semble cohérent et trouvons d'autres solutions pour l'intérêt de la population de l'agglomération en assurant un maximum de sécurité sur les ouvrages tels que le Pont de Cheviré.

La prise en compte, à l'origine du projet, de la revendication des élus communistes de l'agglomération en faveur des cyclistes aurait certainement permis de réaliser des économies et surtout de répondre à un besoin dans les meilleures conditions.

LES COMMUNISTES NANTAIS ET LE CONFLIT DES FINANCES

Par rapport à la rencontre ministre-syndicats du 5 septembre 1989, 25 jours plus tard, à l'issue d'une négociation marathon et après une manifestation géante, tous les syndicats des finances ont constaté que pas grand-chose de nouveau n'avait été proposé.

Après plus de cinq mois de lutte, de grèves reconduites, avec des provocations et des violences policières, le ministre n'a lâché que 132 F de plus.

Le 5-09-89, c'était 2 200 F par an : 183 F par mois.

Le 20-10-89, c'est 3 780 F par an : 315 F par mois.

Soit, avec la prime de croissance déjà prévue pour 1989, un total de 425 F mensuels.

Si l'on tient compte des retenues (retraite, sécu) appliquées sur une partie de cette somme, on est loin des exigences pourtant raisonnables de l'intersyndicale des finances (700 F mensuels en points d'indices).

La CGT ayant estimé pour sa part que 1 500 F mensuels étaient nécessaires pour résorber la baisse du pouvoir d'achat accumulée depuis 7 ans.

Lorsque l'on sait qu'un salarié des finances débute en bas de la grille (catégorie D) à moins de 5 000 F mensuels, primes comprises, comment peut-on être satisfait par les déclarations de M. Bérégovoy ?

Il jette l'alarme en déclarant que les revendications des agents des finances coûteraient 74 milliards si elles étaient étendues à tous les fonctionnaires et affirme que cette somme est impossible à trouver.

DE QUI SE MOQUE-T-IL ?

— Les communistes ont proposé à l'Assemblée Nationale de porter l'impôt sur les grandes fortunes à 20 milliards (quand on découvre les "salaires" de Calvet et autres PDG, quand on sait que les spéculateurs font des fortunes immenses et que ce que l'on voit ne représente qu'une infime partie des richesses accumulées).

CELA EST POSSIBLE !!!

— En donnant les moyens suffisants aux agents des impôts pour faire leur travail, la fraude fiscale pourrait rapporter 180 milliards ;

— le budget du surarmement (+ de 470 milliards prévus sur 5 ans) pourrait être réduit.

ALORS, L'ARGENT EXISTE !!!

PCF + PS ont la majorité au parlement. Pourquoi les socialistes refusent-ils de voter le SMIC à 6 500 F mensuels comme le proposent les communistes.

Cette mesure, si elle était votée, réglerait le problème des bas salaires pour l'ensemble des salariés, y compris pour les fonctionnaires (début en catégorie D à 6 500 F).

Cette juste revendication est d'ailleurs reprise dans toutes les luttes des travailleurs du privé, et devient une exigence générale.

IL FAUT PARLER CLAIR.

A la base, les électeurs et les adhérents du Parti Socialiste ne comprennent pas comment des responsables de ce parti peuvent faire des déclarations de soutien aux grévistes (Peugeot, Finances), demander même à Bérégovoy la réouverture des négociations et, en même temps, voter un budget contraire aux intérêts des travailleurs, et caractérisé par les cadeaux au grand patronat, aux spéculateurs.

Il faut le répéter, l'argent existe et une majorité PS-PCF existe aussi pour voter le SMIC à 6 500 F.

En ce qui concerne les revendications des agents des Finances, nous affirmons qu'elles sont légitimes, qu'elles ne sont pas maximales et qu'on peut les satisfaire.

Pour leur part, les communistes nantais les soutiennent résolument.

Nantes, le 23-10-1989.

BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES

UN LOCAL POUR LA CELLULE

Afin de mieux s'implanter dans le quartier, la cellule J.-Curie des Dervallières avait demandé l'obtention d'une salle à la Maison de quartier.

renouvelé sa demande... et obtenu l'attribution d'une salle un jour par mois !

PROGRESSION CGT A EDF-GDF DE LOIRE-ATLANTIQUE

Après avoir essuyé un premier refus de la municipalité, forte des propositions de J.-M. Ayraut lors de la campagne des municipales, qui affirmait vouloir favoriser la libre expression et la vie associative, la cellule a pris le maire de Nantes au mot. Programme en main, elle a

Le 26 octobre, la CGT a confirmé l'évolution positive de son influence en passant de 40 % à 43 % de représentativité au Conseil d'administration de la Caisse d'Action Sociale de Loire-Atlantique.